



Stephen Harper devant l'Institut économique de Montréal, le 9 septembre 2003

Depuis que je suis adulte, les nouveaux leaders politiques fédéraux viennent au Québec pour parler de la place du Québec au Canada, de la Constitution et de l'économie nationale. C'est un rite de passage.

Mais je ne vais pas suivre la même voie aujourd'hui. Le mouvement souverainiste québécois comme nous l'avons connu est moribond. Et la vision qu'avait Pierre Trudeau de la souveraineté canadienne est déjà morte. Tous deux ont été bâtis sur de vieilles idées du 20^e siècle de la souveraineté qui ont été dépassées par la fin de la Guerre froide, l'émergence d'un marché mondial et les événements du 11 septembre.

Aujourd'hui, nous – les Québécois et tous les Canadiens – sommes confrontés à deux défis majeurs. Le premier est national: bâtir un gouvernement fédéral plus fort, axé sur les choses que seul le gouvernement fédéral peut faire. L'autre défi est international: définir une place sûre pour le Canada dans le monde.

Ce ne sont pas deux défis entièrement distincts. Ils représentent en fait un même défi: assurer notre bien-être dans la nouvelle économie continentale et mondiale, dans les nouvelles réalités du pouvoir des Américains.

Le défi national

Le véritable héritage du gouvernement libéral actuel est un État central, démesuré et mal géré. Le gouvernement fédéral fait trop de choses qu'il ne devrait pas faire, et trop peu de celles qu'il doit faire.

Nous avons besoin d'un gouvernement fédéral plus fort – pas d'un gouvernement plus fort selon la tradition des Libéraux; pas d'un gouvernement qui fait mal une foule de choses et dépense des sommes faramineuses à cette fin ; pas d'un gouvernement qui impose bureaucratie après bureaucratie pour contrôler les provinces; pas d'un gouvernement qui, comme le propose Paul Martin, commencerait également à gérer les municipalités.

Nous avons besoin d'un gouvernement fédéral fort qui se fie au pouvoir des marchés libres et du secteur privé. Nous avons besoin d'un gouvernement fédéral fort qui assure notre prospérité par des dépenses prudentes et un allègement fiscal.

M. Trudeau pensait qu'un gouvernement fédéral fort devait réglementer les investissements étrangers, fixer les salaires et les prix, et contrôler toutes les industries par l'intermédiaire de sociétés d'État. Et, en vérité, l'approche des Libéraux fédéraux n'a pas beaucoup changé ces dernières années, contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire croire.

Poussés par mes prédécesseurs, les Libéraux ont brièvement fait preuve de prudence financière au milieu des années 1990. Mais cette prudence n'a pas fait long feu. Paul Martin a équilibré le budget, pour se lancer ensuite dans une dangereuse folie dépensière. Cette folie dépensière s'est poursuivie sur quatre budgets consécutifs, si l'on tient compte de l'effort récent de M. Manley. Nous n'avons pas vu ça depuis les années 1970 – les jours les plus noirs du libéralisme de Trudeau.

Les dépenses de M. Martin n'ont pas été principalement axées sur les transferts sociaux aux provinces, contrairement à ce qu'il prétend. Il a plutôt augmenté les dépenses pour les activités civiles du gouvernement fédéral. Le résultat a été une longue série d'exemples d'incompétence, de mauvaise gestion et de corruption.

Je peux citer le dépassement des coûts par 500 fois du registre des armes à feu; le milliard de dollars alloué à des subventions mal gérées au ministère du Développement des ressources humaines; les millions à des contrats de commandites sur lesquels la GRC enquête; et les centaines de millions perdus à cause de la fraude de la TPS – peut-être même plus. Les histoires de mauvaise gestion sont innombrables.

M. Martin aurait pu présenter trois budgets prévoyant un allègement fiscal, ce qui aurait assuré la croissance à long terme du Canada. Au lieu de cela, il a maintenu le fardeau fiscal excessif des entreprises. L'Institut C.D. Howe estime que le taux d'imposition réel des entreprises canadiennes est de 15 points supérieur à celui des États-Unis. Et M. Martin a maintenu le fardeau fiscal excessif des particuliers. L'impôt sur le revenu des particuliers au Canada est toujours parmi le plus élevé des pays développés.

Malgré des paroles creuses sur le Canada, soi-disant le «Tigre du Nord», les résultats de la gestion de M. Martin sont clairs. Les Canadiens recherchent des débouchés économiques à l'étranger. Les entreprises canadiennes recherchent des possibilités économiques à l'étranger.

Ce qui est pire encore, c'est que le gouvernement fédéral ignore ses responsabilités premières.

Par exemple, ils n'ont pris que des demi-mesures pour protéger nos frontières et lutter contre le crime. Ils n'ont pas rebâti nos Forces armées, surexploitées et sous-financées. Ils n'ont pas aboli les obstacles au commerce interprovincial. Et ils n'ont pas réussi à protéger nos intérêts économiques à l'étranger.

Le défi international

Le Canada n'est pas seulement mal géré ici au pays; il devient de plus en plus impuissant ailleurs dans le monde.

Cet été, nous avons vu que les Libéraux n'ont pas réussi à maintenir de bonnes relations commerciales pour nos industries forestière et agricole. Ils nous ont mis sur la touche lors du conflit en Irak et nous ont isolés de toute coalition de pays. Ils nous ont laissés à la merci des autres pays quand nous avons été touchés par le SRAS [syndrome respiratoire aigu sévère] et l'ESB [encéphalopathie spongiforme bovine ou «maladie de la vache folle»]. Et maintenant, ce qui est encore plus alarmant, ils ne peuvent même pas assurer la sécurité des citoyens canadiens à l'étranger.

Quelle est la source de ces problèmes? C'est l'obsession de longue date des Libéraux pour la restriction du pouvoir des Américains par le soi-disant «multilatéralisme».

Il y a des années, M. Trudeau croyait que les Nations Unies et d'autres institutions multilatérales pourraient restreindre le pouvoir des Américains sur les plans de la paix, des droits de la personne et de la justice internationale.

Aujourd'hui, l'obsession des Libéraux quant au pouvoir des Américains n'est pas aussi digne. Le gouvernement libéral actuel est motivé par une jalousie mesquine du pouvoir des Américains. Nous ne cessons d'entendre des propos anti-américains bornés et sans aucune dignité, qui sont censés être de la politique étrangère.

Bien entendu, il arrive que nous soyons tous frustrés par certaines politiques ou personnalités américaines. Mais le fait de se plier à un anti-américanisme criant ne sert pas les intérêts du Québec. Franchement, cela ne sert les intérêts d'aucune partie du Canada.

Par le passé, les séparatistes au Québec ont teinté d'insécurité, de ressentiment et d'illusion la relation la plus importante de la province – sa relation avec le reste du

Canada. Aujourd'hui, les Libéraux fédéraux teintent des mêmes sentiments destructeurs la relation la plus importante du Canada – sa relation avec les États-Unis.

Et les résultats sont les mêmes: une irritation grandissante, des conflits inutiles, une perte d'énergie et des occasions ratées.

Dans le monde de l'après-Guerre froide, rien n'est plus important que les relations avec les États-Unis. Depuis le 11 septembre 2001, nous constatons que les Américains ne séparent plus les considérations commerciales et économiques des considérations politiques et de sécurité.

Je propose une approche très différente et plus constructive pour le Canada – une approche plus adaptée aux réalités actuelles que les idéaux de M. Trudeau.

Le Canada devrait travailler avec les institutions multilatérales là où c'est efficace. Le multilatéralisme peut aider à protéger le libre échange, par exemple. La ronde de négociations commerciales de Doha, la Zone de libre échange des Amériques, et le lien entre l'ALÉNA et la Zone européenne de libre échange représentent des possibilités prometteuses pour l'avenir.

Nous devrions également reconnaître que les institutions multilatérales ne peuvent pas régler toutes les difficultés de l'après-Guerre froide. Cela est particulièrement évident sur des questions de sécurité géopolitique.

Et nos relations avec les États-Unis?

M. Martin laisse entrevoir une nouvelle approche. Son «nouveau multilatéralisme» prévoit passer par l'intermédiaire du G-20 au lieu des Nations Unies. Mais c'est toujours le même vieil ordre du jour libéral, écrit en plus petit.

Nous devons exploiter – et non pas minimiser – notre proximité des États-Unis et nos intérêts communs. Je ne suis pas convaincu de la nécessité d'institutions supranationales, ou de politiques complètement harmonisées. Mais nous avons besoin d'un «partenariat stratégique» reliant un commerce plus libre aux améliorations de la sécurité continentale.

Et nous ne pouvons ignorer l'importance du leadership. De bonnes relations entre le premier ministre et le président sont cruciales, et elles commencent, comme toutes les relations, par le respect et la compréhension mutuels.

Voilà pourquoi j'ai désigné un porte-parole de l'Alliance canadienne sur les relations entre le Canada et les États-Unis. Cela reflète mon point de vue selon lequel, qu'il soit élu ou non, notre ambassadeur aux États-Unis devrait être au niveau du cabinet. Cela liera directement les activités de notre gouvernement à Ottawa à nos activités à Washington.

Conclusion

Le défi actuel ne se rapporte pas aux vieilles idées séparatistes ou à l'idée que se font les Libéraux de la souveraineté. Il consiste à avoir un gouvernement fédéral fort et ayant des priorités justes, avec des relations stables, matures et profitables avec les États-Unis.

Personne au sein du Parti libéral ne veut relever ce défi. M. Martin est au fond de lui-même un enfant du Parti libéral, fidèle à un gouvernement fédéral démesuré au pays et à un multilatéralisme mal dirigé à l'Étranger.

C'est une honte. Le Canada, grâce à ses richesses naturelles et humaines, occupe une position unique pour prospérer sur un continent et dans un monde dominé par notre voisin le plus près, notre meilleur ami et nos plus gros clients.

Aux prochaines élections fédérales, l'Alliance canadienne sera prête à proposer au Québec et au Canada un avenir prospère et sécuritaire.

Merci encore à l'Institut économique de Montréal de m'avoir accueilli aujourd'hui.